

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 22/02/2018 au 28/02/2018

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique / Etats-Unis

Dimanche 25 février s'est ouverte la septième ronde de négociations de l'ALENA à Mexico. Au sommaire, 26 chapitres et 2 annexes seront discutés dont certains très sensibles, à savoir la question des règles d'origine, le règlement des différends, les droits du travail ou encore la clause « sunset ». Lundi, le peso a d'ailleurs connu une dépréciation journalière de 0,66%, reflet de l'incertitude relative à cette ronde de négociations. A la veille de l'ouverture des négociations, le ministre de l'Economie mexicain, Ildefonso Guajardo, s'était pourtant montré confiant en estimant qu'entre 5 et 10 chapitres pourraient être conclus à l'issue de cette ronde. Or, dès le deuxième jour (lundi 26 février), le chef des négociations des règles d'origine des Etats-Unis, Jason Bernstein, s'est retiré de la table des négociations pour retourner à Washington et participer à une série de réunions extraordinaires avec des représentants de l'industrie automobile (Ford, Chrysler et General Motors). Mardi, Ildefonso Guajardo s'est à son tour rendu aux Etats-Unis pour y rencontrer son homologue américain, Wilbur Ross, afin de discuter de thèmes bilatéraux et en particulier de la question de l'acier puisque les Etats-Unis entendent en augmenter les barrières douanières.

Les secteurs sucriers américain et mexicain ont demandé à ne pas être inclus dans la renégociation de l'ALENA, étant un sujet trop sensible entre les deux pays. Actuellement, le commerce de sucre entre les deux nations est défini par les Accords de Suspension signés en 2014 et aborder le sujet lors de la renégociation de l'ALENA pourrait être contreproductif explique Juan Cortina, président de la Chambre Nationale des Industries du Sucre et de l'Alcool (CNIAA). Le Mexique craint que cela puisse donner l'opportunité aux américains de rajouter de nouvelles règles sur le commerce du produit, et les américains que leur industrie sucrière serve de « monnaie de change » pour d'autres sujets lors de la négociation. Sans ALENA, l'export de sucre du Mexique vers les États-Unis serait taxé de 300 USD par tonne.

Le Département du Commerce des Etats-Unis a recommandé à Donald Trump d'augmenter les barrières douanières sur les importations d'acier et d'aluminium afin d'augmenter la production nationale à 80% de sa capacité (contre 73% actuellement), seuil considéré comme minimum pour garantir la viabilité du secteur à long terme. Les mesures recommandées visent avant tout la Chine (qui produit près de la moitié de l'acier mondial et qui est accusé de dumping) mais de nombreux autres pays pourraient en pâtir. Une des propositions faites au président américain le 16 février était d'imposer un droit de douane de 53% pour les importations d'acier provenant d'une liste de 12 pays, dont le Mexique. Toutefois, le 1^{er} mars, D. Trump a annoncé qu'il mettrait en place des tarifs douaniers de 25% sur l'acier et de 10% sur l'aluminium pour certains pays. Il n'a cependant pas précisé lesquels étaient concernés.

Economie

Le Mexique affiche une croissance de 2% pour l'année 2017. Ce chiffre est légèrement inférieur au taux de croissance préliminaire annoncé fin janvier (2,1%), malgré une croissance plus importante que prévue pour le secteur primaire (+3,3% au lieu de 2,8%). La contraction du secteur secondaire demeure inchangée à -0,6% et la croissance du secteur secondaire est légèrement plus faible qu'initialement annoncée (3% au lieu de 3,1%). Les données ajustées des variations saisonnières ne changent pas par rapport à l'annonce précédente : 2,3%. Il s'agit de la croissance la plus faible en quatre ans (2,7% en 2016, 3,3% en 2015, 2,8% en 2014, toujours en série désaisonnalisée).

Les flux d'IDE entrants ont augmenté de 11% et s'élevaient à 29,7 Mds USD en 2017. Ils étaient donc supérieurs aux 25,6 Mds USD anticipés par les analystes, malgré le contexte d'incertitude liée à la renégociation de l'Accord de Libre-Echange Nord-Américain (ALENA) et aux élections à venir. Le secteur manufacturier a reçu 45,3% de ces investissements tandis que le reste s'effectuait à destination du secteur des transports et du courrier (10,8%), de la construction (10,3%), du commerce (9,2%) et des services financiers (9,0%). Les IDE provenant des Etats-Unis ont augmenté de 34% par rapport à 2016 et représentaient 46,8% du total des flux d'IDE entrants (contre 38,9% en 2016). Le Canada, l'Espagne, l'Allemagne et le Japon était originaires de respectivement 9,1%, 9,0%, 8,0% et 5,5% du total
*Taux de change au 28 février 2018 : 1 USD = 18,83 MXN

des investissements entrants. **Entre 2013 et 2017, les Investissements Directs à l'Étranger français au Mexique se sont élevés à 3,97 Mds USD, dont 36,2% dans la région du Bajío.** Sur la période, la France était ainsi le 8^{ème} investisseur dans le pays. Mexico City était destinataire de 24,7% de ces IDE entrants tandis que San Luis Potosi en a reçu 18,8%, Puebla 9,3% et Queretaro 8,4%. Guanajuato et Aguascalientes ont attiré respectivement 6,3% et 2,7% du total. La majorité des investissements était effectuée dans la production de produits de plastique (12,7%) et dans la production de moteurs de combustion internes, de turbines et de transmissions (12,7%). **Pour leur part, les flux d'Investissements Directs à l'Étranger (IDE) du Mexique à l'étranger ont plus que triplé en 2017** (Banque Centrale). Ces derniers s'élevaient à 5,1 Mds USD, 119% de plus que le montant de 1,6 Md USD enregistré en 2016 mais bien moins que la moyenne annuelle observée sur les 16 dernières années, qui est de 7,7 Mds USD. Les intérêts payés à l'extérieur par le secteur privé s'élevaient à 9,0 Mds USD, 14,4% de plus que l'année précédente et un chiffre record sur les 38 dernières années. Ces derniers représentaient 40% des intérêts payés à l'étranger, le reste correspondant aux 13,5 Mds USD payés par le secteur public aux institutions financières internationales. Le total des intérêts payés à l'étranger représente donc 22,4 Mds USD, un montant équivalent à 78% des transferts des migrants reçus par le Mexique (« remesas »).

En janvier 2018, le taux de chômage a atteint 3,4% de la population économiquement active. Ce chiffre est le même qu'en décembre 2017 et légèrement inférieur à celui de janvier 2017 où il était de 3,5%. Le taux de sous-emploi pour janvier 2018 a légèrement diminué par rapport à janvier de l'année précédente puisqu'il est passé de 7,2% à 6,8%. Enfin, l'informalité continue de se réduire : le taux d'informalité pour janvier 2018 a été de 56,6%, un chiffre 0,6 point de pourcentage inférieur à celui du même mois de l'année précédente.

En janvier 2018, le déficit commercial du Mexique a atteint les 4,41 Mds USD, soit une augmentation de 27% par rapport au déficit enregistré en janvier de l'année précédente. Les exportations ont certes atteint un niveau record en ce début d'année avec une hausse globale de 12,5% (g.a) dont une augmentation de 20,9% (g.a) pour les exportations agricoles. Cela n'a toutefois pas suffi à compenser l'augmentation de 14,1% (g.a) des importations du pays (35,14 Mds USD en janvier 2018) et en particulier des importations pétrolières qui ont crû de 14,8% (g.a).

En décembre 2017, les ventes au détail ont connu une contraction de 0,5% par rapport au mois précédent et une baisse annuelle de 2%. Ces chiffres traduisent un ralentissement de la consommation des ménages. De son côté, le commerce de gros a vu ses recettes réelles relatives à la fourniture de biens et services chuter de 3,8% (en série désaisonnalisée) par rapport au mois de décembre de l'année précédente.

Finances publiques

Le nombre de contribuables a augmenté de 14% entre 2016 et 2017. Il s'élève maintenant à 64,7 millions. Mexico City a vu son nombre de contribuables augmenter quatre fois plus vite qu'en 2016 et a contribué à hauteur de 15,6% à l'augmentation nationale. La capitale a enregistré la plus grande augmentation en raison des nouveaux outils technologiques et des mécanismes de paiement plus efficaces et plus faciles d'accès qu'elle a mis en place.

L'excédent de l'Institut Mexicain de Sécurité Sociale (IMSS) a augmenté de 47,1% en 2017. Celui-ci est passé de 6,4 Mds de pesos (340 MUSD*) en 2016 à 9,4 Mds de pesos (500 MUSD*) en 2017. Le Directeur Général, Tuffic Miguel Ortega, a expliqué cette augmentation par la création d'emplois formels, qui a augmenté les revenus de l'Institut, et par l'achat consolidé de médicaments. Selon lui, la révision des procédures d'achat de médicaments aurait permis d'économiser 7 Mds de pesos (370 MUSD*). Les ressources excédentaires devraient servir à accroître les infrastructures de l'IMSS via la construction de douze hôpitaux et de quarante unités de médecine familiale.

Entreprises et grands contrats

En 2017, le déficit de Pemex a atteint 333 Mds de pesos (17,7 Mds USD*), une augmentation de 74% par rapport à 2016. Les recettes totales de l'entreprise ont certes connu une hausse de 30% sur l'année 2017, mais seulement en raison de l'appréciation du prix de baril de pétrole qui est passé d'une moyenne de 36 USD/baril en 2016 à 46 USD/baril en 2017. De fait, en janvier 2018, Pemex a vu sa production de produits pétroliers chuter de 31% et celle de gasoil de 38% par rapport à janvier 2017. C'est pourquoi, son résultat net avant impôts pour 2017 était en baisse de 26% par

*Taux de change au 28 février 2018 : 1 USD = 18,83 MXN

rapport à l'année précédente. Par ailleurs, face à l'augmentation de ses recettes, l'entreprise a dû payer 47% d'impôts de plus en 2017 qu'en 2016.

Le 21 mars prochain, l'entreprise Schneider tiendra son sommet annuel « Innovention Summit México 2018 » à l'hôtel Camino Real de Polanco afin de faire découvrir ses dernières innovations en termes de distribution électrique, digitalisation, villes intelligentes, centres de données et soutenabilité. Le lien pour accéder à l'évènement est le suivant : <https://www.schneider-electric.com.mx/es/about-us/events/innovation-summit-mexico-2018.jsp>.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 28/02/2018
Bourse (IPC)	-2,26%	+1,24%	47 437,93
Risque pays (EMBI+Mx)	+2,23%	-14,08%	183
Taux de change USD/Peso	+0,98%	-5,83%	18,83
Taux de change Euro/Peso	+0,17%	+8,54%	23,01
Prix du baril de pétrole (USD)	+0,34%	+19,99%	55,59

AMERIQUE CENTRALE

2016 – PIB : 244,7 Mds USD | Pop : 42 M hbts

Costa Rica

2016 – PIB : 57,4 Mds USD | Pop : 4,8 M hbts

Le Costa Rica annonce son plan d'endettement interne pour le premier semestre 2018. Le pays prévoit de placer sur les six premiers mois de l'année jusqu'à 2,18 Mds USD en titres de dette par le biais des mécanismes de ventes aux enchères et de guichets électroniques sur le marché local.

Guatemala

2016 – PIB : 68,8 Mds USD | Pop : 16,3 M hbts

La Banque centrale du Guatemala prévoit une amélioration du climat des affaires en 2018. Malgré l'incertitude politique présente depuis 2015, le pays devrait vivre un renversement de situation en 2018 : les prévisions de croissance tablent sur un taux de 3,8%. Au total, 8 des 11 secteurs économiques du pays devraient enregistrer une croissance positive en 2018 tandis que 3 autres devraient stagner (les services privés, la distribution électrique et les transports / télécommunications).

Le boom démographique du Guatemala est une opportunité de croissance économique pour le pays d'après un récent rapport de la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Avec près de 16,5 millions d'habitants estimés et un taux de fécondité de 3,16 enfants par femme, le Guatemala est la première puissance démographique d'Amérique centrale. Néanmoins, les dépenses publiques en éducation ne sont que de 97 USD par habitant et par an en moyenne, ce qui constitue la deuxième moyenne régionale la plus basse après le Nicaragua avec 79 USD.

Le Guatemala est le pays d'Amérique latine où l'accès aux revenus propres pour les femmes est le plus difficile d'après la Commission Economique pour l'Amérique Latine est les Caraïbes (CEPAL). En effet, au Guatemala, 51,6% des femmes de plus de 15 ans n'arrivent pas à accéder à des revenus propres (contre 29% en moyenne en Amérique Latine).

Nicaragua

2016 – PIB : 13,2 Mds USD | Pop: 6 M hbts

D'après la BID, la croissance économique du Nicaragua est relativement inclusive : la diminution de la pauvreté est proportionnelle au taux de croissance (4%). Ce système fonctionnerait notamment grâce à l'alliance entre le gouvernement et le secteur privé permettant une croissance économique et incluant une forte exécution des projets en développement. Les perspectives sont optimistes : le FMI prévoit respectivement 3,9% et 4,1% de croissance pour le Nicaragua en 2018 et 2019.

*Taux de change au 28 février 2018 : 1 USD = 18,83 MXN

Standard & Poor's (S&P) a maintenu la note B+ de la dette souveraine de long terme du Nicaragua. L'agence de notation a souligné la stabilité de la croissance économique du pays, le pragmatisme de ses politiques économiques, son faible déficit fiscal et la charge modérée de sa dette gouvernementale. L'agence a toutefois rappelé le faible niveau de son PIB/habitant, la fragilité de sa position extérieure et la rigidité de sa politique monétaire.

Le portefeuille de crédits bancaires a augmenté de 31,8% entre 2016 et 2017 (Banque Centrale). Celui-ci représentait 39,4% du PIB en 2017. Les crédits commerciaux et les prêts personnels constituaient 55,4% du montant total et ont crû de 10,6% et 12,1% respectivement.

La Banque Centraméricaine d'Intégration régionale a accordé un financement de 238 MUSD au Nicaragua pour la réhabilitation de près de 195 km de route dans le pays. Ce programme aurait un impact positif sur près de 800 000 habitants. Au cours de la signature de ce prêt, un accord de coopération de 1,4 MUSD a également été mis en place avec la BCIE afin d'effectuer une étude de faisabilité pour la modernisation de la route du littoral Sud (appelée la Costanera).

Panama

2016 – PIB: 55,19 Mds USD | Pop: 4 M hbts

Le président panaméen prévoit une croissance de 5 à 7% par an sur les 5 prochaines années. Cette croissance serait soutenue par les importants revenus tirés du Canal élargi. Près de 1,7 Md USD des recettes du gouvernement provenant du Canal sera investi en projets d'infrastructures. De plus, le projet d'expansion de l'aéroport devrait être achevé cette année et le nombre de passagers devrait augmenter de 15 à 25 millions en 10 ans. Par ailleurs, les IDE, autour de 4,5 Mds USD, augmenteront d'environ 15% par an, selon le Président Varela. Cependant, la crise vénézuélienne continue d'affecter le commerce dans la Zone Franche de Colon.

Au 31 janvier 2018, le montant total de la dette panaméenne a atteint 23,4 Mds USD, soit 7% de plus que la dette enregistrée un an auparavant. Selon les données du Ministère de l'Economie et des Finances, la dette publique serait passée de 17,2 mds USD entre janvier 2017 et janvier 2018 et la dette publique externe de 4,7 Mds USD à 5 Mds USD.

A novembre 2017, les actifs liquides du centre bancaire national ont chuté de 17% (g.a.) selon la Superintendance des Banques (SBP). Ils sont passés de 15,36 Mds USD à 12,75 Md USD. En dépit des problèmes réputationnels rencontrés en 2017, le portefeuille de crédit atteint 65,50 Mds USD, soit une augmentation de 1,7% (g.a.). La croissance du système bancaire national est plus faible qu'au cours des années précédents, en partie en raison du ralentissement économique. Le système reste toutefois suffisamment liquide. Fin novembre, les actifs totaux atteignent 100,306 Md USD, soit une hausse de 0,8% en g.a. De leur côté, les dépôts ont augmenté de 0,4% (g.a.), atteignant 72,22 Mds USD. Les actifs du Centre Bancaire international (CBI – segment offshore du secteur) ont également diminué de 17,3% (g.a.) sur la même période. Ils se portent à 17,20 Mds USD en novembre 2017. Les actifs totaux enregistrés s'élèvent à 118,93 Mds USD (-0,3% g.a.).

395 émissions pour 2,36 Mds USD arrivent à maturité en 2018, soit le plus grand nombre jusqu'en 2027 selon la Bourse des Valeurs, suivi par 56 émissions arrivant à échéance en 2022 pour 2,27 Mds USD. En 2021, les titres arrivant à échéance représentent 1,41 Mds USD. Fin 2017, les valeurs de 123 émetteurs étaient en circulation pour un total de 15,61 Mds USD. 68% (10,58 Mds USD) des instruments en circulation correspondent à la dette des entreprises et 32% à la dette publique. Par ailleurs, l'émetteur avec la dette la plus élevée est l'Etat panaméen avec 5,04 Mds USD. Les obligations de sociétés sont un des principaux instruments de dette utilisée. En 2018, près de 90 obligations de sociétés arrivent à maturité. En 2017, les placements d'obligations de sociétés ont atteint 1,2 Md USD, avec un solde courant de 9,2 Mds USD fin décembre.

Salvador

2016 – PIB : 26,8 Mds USD | Pop : 6,1 M hbts

Au Salvador, Moody's augmente sa note de Caa1 à B3. L'agence de notation fonde sa décision sur l'accord politique qui a permis d'approuver les ressources budgétaires nécessaires au paiement des fonds de pension, ainsi que sur la réduction du risque de liquidité. Néanmoins, malgré cette amélioration de la note, acheter la dette salvadorienne reste considéré comme un investissement hautement spéculatif.

*Taux de change au 28 février 2018 : 1 USD = 18,83 MXN

Antigua-et-Barbuda

2016 – PIB : 1,5 Mds USD | Pop : 0,1

Le Premier ministre annonce des élections anticipées le 21 mars, 16 mois avant la date prévue par la Constitution. Les électeurs voteront pour les 17 membres de la Chambre des représentants. Gaston Browne a justifié ces élections par la nécessité de préserver les nombreux projets prévus pour 2019.

Haïti

2016 – PIB : 8 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Un nouveau cadre de référence, Staff Monitored Program (SMP), a été signé entre l'État haïtien et le Fonds Monétaire International (FMI). Le SMP, qui couvrira la période de mars à août 2018, devra permettre d'engager des réformes économiques, notamment la réduction du déficit budgétaire, en mobilisant des recettes et rationalisant les dépenses courantes. Il est ainsi prévu d'éliminer les subventions excessives, y compris sur les carburants, et d'endiguer les pertes de la société publique d'électricité (EDH). Enfin, dans le cadre du programme, les autorités devront limiter le recours au financement monétaire du déficit public et la Banque Centrale alignera sa politique monétaire pour maîtriser l'inflation, tout en maintenant un flux de crédit suffisant au secteur privé.

Jamaïque

2016 – PIB : 14,03 Mds USD | Pop : 2,8 M hbts

La Banque centrale (BOJ) abaisse son taux directeur de 25 points de base, désormais à 2,75%. Il s'agit de la deuxième réduction de taux en 2018. Cette décision reflète l'estimation de la BOJ que l'inflation devrait rester dans sa cible (4-6%) pour les 8 prochains trimestres. Les projections d'inflation traduisent la poursuite de la consolidation budgétaire conformément aux règles budgétaires. Bien que les anticipations d'inflation soient faibles et en ligne avec la cible de la BOJ, il existe un risque à la hausse, lié à la surchauffe aux Etats-Unis qui pourrait générer une demande plus élevée pour les biens et services de l'île. Par ailleurs, la reprise de l'économie jamaïcaine continue d'être lente, même si les prévisions montrent une modeste accélération de la croissance au cours des deux prochaines années. Enfin, la décision de la Banque vise à soutenir l'expansion accélérée du crédit et de la production.

La Jamaïque cherche à se doter d'un centre financier offshore. Un projet de loi sur les sociétés commerciales internationales (SCI) est débattu à la Chambre des représentants. Il prévoit l'établissement et l'exploitation de sociétés de commerce international. Le projet de loi stipule que ces sociétés doivent être constituées en Jamaïque, mais ne peuvent exercer leurs activités qu'à l'extérieur, sauf pour un nombre limité d'activités (énumérées dans le projet de loi). Le Ministère de la croissance économique et de la création d'emplois cherche à moderniser l'attrait de l'île. Le projet de loi contient un certain nombre de caractéristiques intéressantes pour les investisseurs internationaux comme l'amalgamation des SCI et le maintien des entreprises étrangères en Jamaïque.

République Dominicaine

2016 – PIB : 71 Mds USD | Pop : 10,6 M hbts

La République dominicaine perd 15 places au classement de Transparency International sur la perception de la corruption. Avec un indice de 29, en baisse de 2 points, la République dominicaine atteint la 135^{ème} place sur 180 et la 23^{ème} place sur 30 en Amérique latine et Caraïbes.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.